

AVP/ALB

N° 3/CA DU REPERTOIRE

N° 76-2 DU GREFFE

ARRÊT DU 28 JUIN 1984

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR POPULAIRE CENTRALE

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

AKADJAME Ernest

c/

MINISTRE DE LA FONCTION
PUBLIQUE

Vu la lettre enregistrée sous numéro 58/PCS-Cab du 27 Février 1976, par laquelle AKADJAME Ernest, Secrétaire d'Administration Universitaire et Econome à l'hôpital de Porto-Novo introduit un recours "contre l'application erronée que la Fonction Publique a faite du décret 367 du 23 Septembre 1966 pour le reclasser arbitrairement au grade de Secrétaire d'Administration Hospitalière et Universitaire" ;

Vu les précisions concernant la décision de reclassement dans le mémoire responsif de l'Administration en date du 18 Juin 1976, enregistré sous numéro 326/GCS du 22 Juin 1976, il s'agit de l'Arrêté n° 535/MEPT/DF/P2 du 18 Août 1971 ;

Vu toutes les pièces produites et jointes au dossier ;

Vu l'Ordonnance 21/PR du 26 Avril 1966 ;

Vu la Loi n° 81-004 du 23 Mars 1981, portant Organisation Judiciaire en République Populaire du Bénin ;

Où à l'audience publique du Jeudi vingt huit Juin, le Président PARAISSO Alexandre en son rapport ;

Où l'Avocat Général Pierre AHLINVI COMLAN en ses conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la Loi,

EN LA FORME

Considérant que AKADJAME Ernest a saisi la Cour d'une requête tendant à l'annulation de la décision n° 535/MEPT/DF/P2 du 18 Août 1971 par laquelle le Ministre de la Fonction Publique l'a reclassé dans le Corps des Secrétaires des A.H.U.

Considérant que le recours susvisé, date du 20 Février 1976 a été enregistré à la Cour sous numéro 58/PCS-Cab du 27 Février 1976 ;

Considérant qu'aux termes de l'article 68 de l'Ordonnance 21/PR du 26 Avril 1966 alors applicable, le délai pour se pourvoir est de deux mois à compter de la publication de la décision ou de la notification.

.../...

mes copies au greffier par lettre n° 04/GC/CPC du 18/09/84
A été notifié au PC/PPC par lettre n° 557/GC/CPC

an. 87

Considérant que la date de la notification de l'Arrêté querelé ne ressort d'aucune pièce du dossier mais qu'elle peut être inférée des documents, conformément à la théorie de la connaissance acquise ;

Considérant que le recours hiérarchique de AKADJAME étant du 31 Janvier 1974, le délai pour se pourvoir contre la décision devait nécessairement se situer au plus tard le 1er Juillet 1974, compte tenu des délais de réponse accordé à l'Administration et de celui du recours contre la décision implicite de rejet.

Considérant qu'en adressant son recours plus d'une année après, AKADJAME a largement dépassé les délais de la Loi ;

Considérant dès lors que le recours a été présenté tardivement et n'est par suite pas recevable ;

PAR CES MOTIFS

/) E C I D E :

ARTICLE 1er. - La requête susvisée de AKADJAME Ernest est rejetée.

ARTICLE 2. - Notification de la présente sera faite à AKADJAME et au Ministre de la Fonction Publique (MTAS)

ARTICLE 3. - Les dépenses seront à la charge des requérants./.-

Ainsi fait et délibéré par la Cour Populaire Centrale (Chambre Administrative) composée de :

.PARAISO Alexandre, Président de la Chambre Administrative, PRESIDENT.

.ASSOGBA Pierre) Juges Profesionnels
.DIDE Barthélémy) siomels ----- CONSEILLERS.

.GNAMBODE Jean-Marie) Juges Populaires
.AKPOVI Lucien) non Professionnels -- CONSEILLER

Et prononcé à l'audience publique du Jeudi vingt huit Juin mil neuf cent quatre vingt quatre, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence des Camarades :

- Pierre AHLINVI COMLAN, AVOCAT GENERAL
et de
- Me Pierre Victor AHEHEHINNOU, GREFFIER

et on signé :

Le Président-Rapporteur,

Le Greffier,

A. PARAISO.-

P. V. AHEHEHINNOU.-

Enregistré à Cotonou le 07-08-84
F. 97
Recu
L'Inspecteur de l'Enregistrement
576

